



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 24 septembre 2019

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

OBJET : 2019 – 174 ESPACES PUBLICS
MODIFICATION DU REGLEMENT COMMUNAL DE VOIRIE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2019, s'est réuni le mardi 24 septembre 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Philippe WESTRELIN, Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Ali AMRANE, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Ludovic BROSSY, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Jean-Paul CAMERANO, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
(Prend part aux délibérations N°136 à N°146 et N°170 à N°178)
- Madame Mireille BANCEL (Prend part aux délibérations N°136 à N°157)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER

- Monsieur Franck BARBEY
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Magali CONESA
- Madame Frédérique CATTART
- Madame Corinne SANJUAN

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Madame Valérie DAVID à Madame Nicole NUTINI
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Claude MASCARELLI
- Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
- Monsieur Guillaume MELOT à Madame Anne-Marie DUVAL
- Madame Magali CONESA à Madame Mékia Noura ADDAD
- Madame Frédérique CATTART à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Corinne SANJUAN à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2019,

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2019 - 157 ACQUISITION D'UN LOCAL 16 RUE CHARLES NEGRE

**2019 – 166 CONTRAT ENFANCE – JEUNESSE
APPROBATION DU NOUVEAU CONTRAT**

Questions diverses :

/

DU 24 SEPTEMBRE 2019

**ESPACES PUBLICS
MODIFICATION DU REGLEMENT COMMUNAL DE VOIRIE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de modifier le Règlement Communal de Voirie, et plus particulièrement les articles relatifs à la création et la réfection des trottoirs. A la demande des concessionnaires occupants de droits, il convient d'ajuster et de préciser les exigences communales.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Voiries, Réseaux et Domaine Public	/	/

Monsieur Pascal PELLEGRINO expose,

Vu l'article L 111-1 du Code de la Voirie Routière, définissant le domaine public routier communal,

Vu l'article L 2111-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques définissant les dépendances du domaine public routier communal,

Vu les articles L 2311-1, L 3111-1, L 2241-1, L 2121-1, L 2131-1 et suivants, L 2132-1 et L 116-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu les articles R 116-1 et suivants du Code de la Voirie Routière,

Vu les articles L 113-3 à L 113-7 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'article L.1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques afférant au transfert de domanialité,

Vu les articles L 131-4 et L 141-3 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'article L 131-2 du Code de la Voirie Routière afférent aux obligations d'entretien de la commune,

Vu les articles L 2213-4 et L 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R.433-1 à R.433-7 du Code de la Route,

Vu les articles L 131-4 et L 141-3 du Code de la Voirie Routière afférents aux enquêtes publiques préalables,

Vu l'article L.47 alinéa 5 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Vu le décret DT-DICT n°2011-1241 du 05 octobre 2011 et ses modifications et actualisations, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transports ou de distributions entré en vigueur le 01 juillet 2012 et les articles L 554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R 554-38 du Code de l'environnement,

Vu l'application du décret 91-1147 du 14 octobre 1991 et l'arrêté interministériel du 16 novembre 1991 et ses modifications et actualisations.

Vu l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 (8^{ème} partie Livre I)

Vu l'article R 141-14 du Code de la Voirie Routière portant sur la réfection définitive de voirie,

Vu les articles L 116-1 et suivants du Code de la Voirie Routière et les articles L 116-3 à L 116-8 du Code de la Voirie Routière afférents aux infractions à la police de conservation du domaine public routier et les articles R 116.2, L 116-6 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'article L 141-11 du Code de la Voirie Routière sur l'exécution d'office des travaux,

Vu les articles L 511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'habitation,

Vu les articles 332-1 et 635-1 du Code Pénal,

Vu les articles R 2333-114, L 2333-84 et R 2333-114-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la compétence en matière de voirie s'exerce sur l'intégralité de l'emprise de la voie, constituée non seulement de la chaussée mais aussi de ses dépendances. Ces dernières comprenant les éléments accessoires nécessaires ou indispensables au soutien ou à la protection de ladite voie, parmi lesquelles sont inclus les trottoirs,

Considérant que la Ville de Grasse poursuit l'objectif de préserver et de conserver son patrimoine viaire dans un état de sécurité satisfaisant,

Considérant que les limites entre la chaussée circulée et le trottoir doivent être facilement repérables et détectables visuellement pour se prémunir de tous incidents et / ou accidents,

Considérant qu'au-delà des considérations sécuritaires évidentes, un enrobé de couleur apporte une qualité urbaine supérieure aux voies considérées,

Le Conseil municipal de la Ville de Grasse, lors de sa réunion du 25 juin dernier, a validé un nouveau Règlement Communal de Voirie en mettant à la charge des permissionnaires et concessionnaires autorisés à entreprendre des travaux sur le domaine public routier, lors de la création ou lors de la réfection définitive de trottoirs, la fourniture et la pose d'un enrobé de couleur rouge et ce, quelle que soit la nature du revêtement existant sur le trottoir objet des travaux.

De plus, l'article 59 du Règlement Communal de Voirie a également imposé, lors de réfections définitives de chaussées et de trottoirs, une reprise depuis le bord extérieur de la fouille jusqu'à la limite du domaine public.

Suite à ce vote, les concessionnaires ENEDIS et GRDF ont réagi en tant qu'occupants de droit et ont souhaité rappeler que l'autorité publique gestionnaire de la voirie ne peut imposer au concessionnaire la réalisation de travaux au-delà des conséquences directes de ses interventions.

En conséquence, il est proposé d'ajuster le Règlement Communal de Voirie afin de concilier la volonté de la Ville de faire procéder à une réfection en enrobé rouge des trottoirs sans exiger des contraintes techniques qui pourraient être jugées excessives.

La commission Equipement et Aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 septembre 2019,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la modification du Règlement communal de voirie afin de maintenir les modifications précitées relatives à la pose d'un enrobé rouge lors de la création ou de la réfection de trottoirs,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes et documents à intervenir dans le cadre de cette affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.